



24.041

**Voranschlag der Eidgenossenschaft 2025
mit integriertem Aufgaben- und
Finanzplan 2026–2028**

**Budget de la Confédération 2025
assorti du plan intégré
des tâches et des finances 2026–2028**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.12.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

24.042

**Voranschlag 2024.
Nachtrag II**

**Budget 2024.
Supplément II**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.12.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir führen zunächst die allgemeine Aussprache zum Voranschlag 2025 und zum Nachtrag II zum Voranschlag 2024.





Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Madame la nouvelle présidente de cette honorable chambre, j'ai le plaisir de saluer votre brillante élection d'hier. Je m'exprime au nom de la Commission des finances afin de vous informer des résultats de nos travaux sur le budget 2025, sur la planification financière 2026–2028 ainsi que sur le supplément II au budget 2024.

Le budget 2025 a été élaboré par le Conseil fédéral et construit au prix d'importantes mesures d'assainissement, telles que la réduction de 1,4 pour cent des dépenses faiblement liées, une réduction de la contribution à l'assurance-chômage, une diminution de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire ou encore une réduction de la réserve des Ecoles polytechniques fédérales. L'armée n'est pas concernée par ces mesures, conformément à la décision du Parlement d'augmenter les dépenses pour l'armée à 1 pour cent du PIB à échéance 2030. Le projet de budget 2025 du Conseil fédéral se monte, pour les charges, à 86,408 milliards de francs, complétés d'une annonce tardive de 29 millions, ce qui porte le budget examiné par la commission à 86,437 milliards de francs. Au niveau des revenus, les montants budgétés sont de 85,679 milliards. Il en résulte un déficit dans le budget ordinaire de 426 millions alors que le frein à l'endettement autorise un déficit de 512 millions de francs. La marge de manoeuvre est de 86 millions de francs. Le budget qui nous a été présenté par le Conseil fédéral est donc conforme au frein à l'endettement.

Avec ma collègue Anna Giacometti, nous vous donnerons, en alternance et de façon complémentaire durant les sept blocs, les positions et les arguments défendus au sein de la commission.

L'examen du budget par les quatre sous-commissions a débuté durant le mois de septembre, avec le passage en revue des offices en présence des secrétaires généraux des départements et des directeurs d'offices. La Commission des finances s'est ensuite réunie les 11, 12 et 13 novembre derniers, en présence d'une délégation de l'Administration fédérale des finances ainsi que de Mme la conseillère fédérale Karine Keller-Sutter, afin de traiter le budget 2025, le plan financier 2026–2028 et le supplément II au budget 2024. Les travaux de commission furent intenses, et près d'une centaine de propositions ont été débattues.

Avant la fin de nos travaux et en raison des incidences financières apportées par nos propositions, le déficit structurel se montait à 117,7 millions de francs et ne remplissait donc pas les conditions du respect du frein à l'endettement. Nous avons donc reconsidéré et adapté certaines décisions afin de rendre le budget, à l'issue de nos travaux, conforme au frein à l'endettement.

Je tiens à relever la qualité des échanges au sein de la commission durant nos travaux, de même que celle des informations complémentaires qui nous ont été transmises par l'administration fédérale, ainsi que le dialogue fructueux avec la ministre des finances, Mme la conseillère fédérale Karine Keller-Sutter. Je tiens également à remercier toute l'équipe du secrétariat de la Commission des finances pour son énorme travail, son sérieux et les importantes notes qu'elle nous a transmises.

Pour la majorité de la commission, le Parlement doit rapidement définir les priorités en matière budgétaire, notamment avec la mise en oeuvre des dernières décisions prises par le Parlement concernant les arrêtés financiers pluriannuels, à savoir le message culture, le message FRI et le message sur l'armée. Les modifications apportées au présent budget par la commission de notre conseil montrent les priorités de la majorité de la commission de notre conseil, qui entend ménager l'agriculture et la défense. Pour y parvenir, des coupes doivent être opérées dans d'autres domaines.

Dans les grandes lignes, voici les éléments les plus importants que notre commission a modifiés: une augmentation de 42 millions de francs afin de rétablir au montant du précédent budget des paiements directs dans l'agriculture; une augmentation de 4,8 millions de francs pour la promotion des ventes et la qualité des produits agricoles; une augmentation de 12,5 millions de francs pour le développement régional; une réduction de 5 pour cent du montant alloué à Suisse Tourisme; une réduction de 1 million de francs pour Innotour; une coupe de 250 millions à la coopération internationale; une coupe de 85 millions de francs pour les centres fédéraux pour requérants d'asile; une coupe de 20 millions de francs dans les indemnités versées aux cantons en matière d'aide sociale aux requérants d'asile; une augmentation de 17,5 millions de francs pour les conventions-programmes dans le domaine de

AB 2024 N 2054 / BO 2024 N 2054

la forêt; une augmentation de 7,7 millions de francs pour le transport régional des voyageurs; une augmentation de 530 millions de francs des charges et investissements en matière d'armement; une augmentation de 10 millions de francs pour la cybersécurité; une réduction de 50 millions de francs des charges d'exploitation pour Armasuisse; une augmentation de recettes de 22 millions de francs pour l'Office fédéral des douanes; une augmentation de 15,9 millions de francs pour les Ecoles polytechniques fédérales et pour l'encouragement à la recherche; une réduction de 4,8 millions de francs des crédits pour les bourses allouées aux étudiants étrangers; une réduction de 2,6 millions de francs pour la mobilité internationale; une augmentation de 6,9



millions de francs pour l'accueil extra-familial; une réduction transversale de 70 millions de francs dans les charges de personnel; une réduction transversale de 35 millions de francs pour le conseil et les prestations de service externes; une réduction transversale de 20 millions de francs dans les charges de biens et services. Dans la discussion par bloc, nous reviendrons de façon plus détaillée sur les propositions de minorités et sur chacune des propositions débattues en commission. Les propositions de modifications proposées au budget par votre commission portent le solde structurel, soit la marge de manoeuvre, sans enfreindre le frein à l'endettement, à 12,3 millions de francs.

Votre commission vous demande, par 15 voix contre 8 et 2 abstentions, d'adopter ce projet de budget.

J'en viens au supplément II au budget 2024. Dans le supplément II au budget 2024, le Conseil fédéral demande un montant de 302 millions de francs, dont 100 millions compensés à l'interne, pour 7 crédits supplémentaires, dont notamment 185 millions pour les statuts S. Cette situation est due au nombre de demandeurs d'asile qui est en augmentation de 27 pour cent – soit plus 13 500 demandes par rapport à la prévision du SEM qui était de 50 000 – pour le calcul du budget 2024.

Notre commission propose au conseil d'adopter les crédits supplémentaires. Une proposition de crédit supplémentaire pour les mesures de protection des troupeaux à hauteur de 1 million de francs a été soutenue par notre commission.

Une proposition visant à supprimer le crédit supplémentaire de 185 millions de francs pour protéger les personnes venues d'Ukraine a été rejetée par notre commission, de même qu'une proposition visant à réduire les moyens alloués au Secrétariat d'Etat aux migrations. Dans ces deux cas, la majorité de la commission vous demande de refuser ces propositions de diminution.

Une minorité de la commission propose de refuser le crédit d'engagement de 50 millions de francs pour l'étude de nouvelles centrales de réserve. La majorité de la commission propose de valider ce crédit.

Finalement, l'arrêté fédéral concernant le supplément II au budget 2024 a été adopté, par 14 voix contre 5 et 6 abstentions.

Voilà donc, au nom de la commission, les informations générales sur le budget 2025, le plan financier 2026–2028 et le supplément II au budget 2024.

Giacometti Anna (RL, GR), für die Kommission: Wir beraten ab heute als Erstrat den Voranschlag 2025 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2026–2028 sowie den Nachtrag II zum Voranschlag 2024. Die Finanzkommission des Nationalrates tagte dazu am 2. September, am 11. Oktober und – nach den Vorberatungen in den vier Subkommissionen – am 11., 12. und 13. November 2024.

Ich beginne mit dem Nachtrag II zum Voranschlag 2024. Dieser enthält zwei Bundesbeschlüsse. Der Bundesrat beantragt dem Parlament im Rahmen seiner Botschaft vom 20. September 2024 sieben Nachtragskredite im Umfang von 302,1 Millionen Franken. Davon werden 100 Millionen Franken intern kompensiert.

Dazu einige Ausführungen: 185 Millionen Franken werden für die Schutzsuchenden aus der Ukraine benötigt und als ausserordentlicher Zahlungsbedarf beantragt. Für das Jahr 2024 gehen die aktuellen Schätzungen von durchschnittlich 63 500 Personen mit Schutzstatus S aus, die Sozialhilfe benötigen. Bei der Budgetierung war man von 50 000 Personen ausgegangen.

Seit 2021 gilt die Schweiz beim EU-Forschungsprogramm als nicht assoziiertes Drittland. Aufgrund des Ausschlusses hat der Bundesrat Übergangsmassnahmen beschlossen. Die Beiträge werden nach dem effektiven Bedarf gemäss Projektfortschritt ausbezahlt. Der Mehrbedarf 2024 in Höhe von 86 Millionen Franken kann in den Jahren 2026 bis 2030 kompensiert werden, da mit diesem Nachtragskredit Zahlungen vorgezogen werden.

Bei der familienergänzenden Kinderbetreuung ist die Höhe der benötigten Mittel abhängig von der Anzahl der eingereichten Gesuche und der Anzahl der Betreuungsplätze, die mitfinanziert werden können. In diesem Jahr dürften 4000 weitere Plätze hinzukommen. Ausserdem haben Kantone und Gemeinden ihre Subventionen erhöht, an denen sich der Bund ebenfalls beteiligt. Insgesamt wird ein Nachtragskredit von 14,2 Millionen Franken beantragt.

Die weiteren Nachtragskredite summieren sich auf 16,8 Millionen Franken und betreffen verschiedene Bereiche. Die Finanzdelegation hat den Nachtrag der Wettbewerbskommission für die Rückerstattung einer Sanktion an die Swisscom aufgrund eines Bundesgerichtsentscheides als dringlich bewilligt, damit keine zusätzlichen Kosten entstehen.

Die Vorgaben der Schuldenbremse für den ordentlichen Haushalt können auch unter Berücksichtigung der beantragten Kreditaufstockungen eingehalten werden.

Da die Verträge mit den bestehenden Reservekraftwerken im Frühling 2026 auslaufen, wird für die Projektierung neuer Reservekraftwerke ein Verpflichtungskredit von 50 Millionen Franken beantragt; dieser ist der



Ausgabenbremse unterstellt.

Mit einem separaten Bundesbeschluss wird eine Aufstockung des Voranschlagskredites um 154,2 Millionen Franken für den Substanzerhalt der Bahninfrastruktur unterbreitet, der durch den entsprechenden Fonds finanziert wird.

Die Finanzkommission hat beim Bundesamt für Umwelt auf Antrag der FK-N3 eine Erhöhung der Position "Wildtiere, Jagd und Fischerei" von 1 Million Franken beschlossen. Diese zusätzlichen Mittel sind zugunsten von Schutzmassnahmen gegen den Wolf einzusetzen.

Ich komme zum Voranschlag 2025 und zum Finanzplan 2026–2028. An seiner Sitzung vom 21. August 2024 hat der Bundesrat seine Botschaft zuhanden des Parlamentes verabschiedet. Die Vorgaben der Schuldenbremse können dank den Bereinigungsmassnahmen von rund 2 Milliarden Franken eingehalten werden. Der Bundesrat hat eine Querschnittkürzung bei den schwach gebundenen Ausgaben – ohne Armeeausgaben – von 1,4 Prozent vorgesehen. Weitere Massnahmen sind die Kürzung des Beitrages an die Arbeitslosenversicherung um 589 Millionen Franken, die Reduktion der Einlage in den Bahninfrastrukturfonds um 300 Millionen Franken, der Reserveabbau im ETH-Bereich um 100 Millionen Franken, die Kürzung der Einlage in den Regionalentwicklungsfonds um 25 Millionen Franken, die Erhöhung der Tabaksteuer um 44 Millionen Franken und die ausserordentliche Verbuchung von 700 Millionen Franken bei den Ausgaben für die Schutzsuchenden aus der Ukraine.

Im Sommer 2024 ereigneten sich auch in der Schweiz schwere Unwetter, die in mehreren Kantonen zu sehr grossen Schäden führten. Das UVEK hat, gestützt auf eine Umfrage bei den betroffenen Kantonen, eine Bedarfserhebung erstellt. Die Nachmeldung des Bundesrates betrifft die Massnahmen zum Schutz vor Naturgefahren und den Hochwasserschutz.

Das budgetierte Finanzierungsdefizit für das Jahr 2025 beläuft sich, inklusive der Nachmeldung vom 13. September 2024, auf 758 Millionen Franken. Die Gesamteinnahmen betragen 85,679 Milliarden, die Gesamtausgaben 86,437 Milliarden Franken. Der Voranschlagsentwurf des Bundesrates sieht im ordentlichen Haushalt ein Defizit von 426 Millionen Franken vor. Die Schuldenbremse würde jedoch ein konjunkturelles Defizit von 512 Millionen Franken zulassen, sodass ein struktureller Überschuss – das ist Handlungsspielraum gemäss Schuldenbremse – von 86 Millionen Franken resultiert.

AB 2024 N 2055 / BO 2024 N 2055

In den Finanzplanjahren 2026 bis 2028 bestehen weiterhin strukturelle Finanzierungsdefizite. Somit sind weitere Massnahmen nötig, um den Bundeshaushalt wieder in ein strukturelles Gleichgewicht zu bringen. Der Bundesrat hat deshalb eine Expertengruppe zur Überprüfung der Aufgaben und Subventionen eingesetzt. An seiner Sitzung vom 20. September 2024 hat der Bundesrat Eckwerte des Entlastungspaketes festgelegt. Er will vor allem Massnahmen bei den Ausgaben ergreifen. Die Vernehmlassung soll Anfang 2025 eröffnet werden. Zudem will der Bundesrat, dass alle Aufgabenbereiche einen Beitrag leisten, dies im Sinne der sogenannten Opfersymmetrie, und dem Projekt zur Überprüfung der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen Rechnung tragen.

Die Subkommissionen haben in den vergangenen Wochen den Voranschlag 2025 und den Finanzplan 2026–2028 vorberaten und der Finanzkommission zahlreiche Änderungsanträge gestellt. Die Beratungen in der Finanzkommission dauerten drei Tage.

Die Mehreinnahmen gegenüber dem Entwurf des Bundesrates betragen 22 Millionen Franken, die Mehrausgaben 95,9 Millionen Franken. Der strukturelle Überschuss nach der Vorberatung durch die FK-N beträgt noch 12,3 Millionen Franken. In der Gesamtabstimmung hat die Finanzkommission diese Version des Voranschlages mit 15 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen.

Die Kommission unterstützt die Bundesbeschlüsse über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds und dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds für das Jahr 2025 einstimmig.

Nachfolgend einige Differenzen zum Bundesratsentwurf: Die Finanzkommission hat die Direktzahlungen an die Landwirtschaft um 41,9 Millionen Franken und die Qualitäts- und Absatzförderung von Landwirtschaftsprodukten um 4,8 Millionen Franken erhöht. Die Einlage in den Fonds für Regionalentwicklung wurde um 12,5 Millionen Franken erhöht. Die Kredite der internationalen Zusammenarbeit wurden insgesamt um 250 Millionen Franken und die Betriebsausgaben der Bundesasylzentren um 85 Millionen Franken gekürzt. Die Entschädigungen an die Kantone für die Sozialhilfe, die sie an Asylsuchende, vorläufig Aufgenommene und Flüchtlinge ausrichten, sind ebenfalls um 20 Millionen Franken gekürzt worden. Die Mittel für die Programmvereinbarung Wald wurden um 17,5 Millionen Franken und die Bundesbeiträge für den regionalen Personenverkehr um 7,7 Millionen Franken erhöht.

Die Rüstungsausgaben und -investitionen wurden für das Jahr 2025 um 530 Millionen Franken erhöht, der



Betriebsaufwand der Armee und von Armasuisse wurde um insgesamt 50 Millionen reduziert. Die Einnahmen des Bundesamtes für Zoll und Grenzsicherheit wurden um 22 Millionen erhöht. Der Finanzierungsbeitrag an den ETH-Bereich wurde um 12,5 Millionen und der Bundesbeitrag an die Institutionen der Forschungsförderung um 3,4 Millionen aufgestockt. Die Kredite für Stipendien an ausländische Studierende in der Schweiz wurden um 4,8 Millionen gekürzt. Im Eigenbereich des Bundes hat die Kommission Kürzungen von insgesamt 125 Millionen beschlossen, darunter eine Querschnittkürzung von 70 Millionen bei den Personalausgaben aller Departemente.

Die Mehrheit der Finanzkommission ist davon überzeugt, dass das Parlament dringend finanzpolitische Prioritäten setzen muss. Zudem müssen die mehrjährigen Finanzbeschlüsse der Armeebotschaft, der BFI-Botschaft und der Kulturbotschaft umgesetzt werden. Die Prioritäten der Mehrheit der Finanzkommission liegen bei der Landesverteidigung und bei der Landwirtschaft, und dies unter Einhaltung der Schuldenbremse und ohne Steuererhöhungen.

Die Minderheit der Kommission ist mit der Prioritätensetzung nicht einverstanden. Sie ist der Ansicht, dass die massive Kürzung im Bereich der internationalen Zusammenarbeit einem Bruch mit der humanitären Tradition der Schweiz gleichkomme. Zudem sei die von der Mehrheit der Kommission beantragte Erhöhung des Armeebudgets konzeptlos und übertrieben.

Ich bedanke mich im Namen der Finanzkommission beim Bundesrat, insbesondere bei Frau Bundesrätin Karin Keller-Sutter als Vorsteherin des Eidgenössischen Finanzdepartementes, bei der gesamten Bundesverwaltung und speziell beim Sekretariat der Finanzkommission für den grossen Einsatz und die ausgezeichnete Zusammenarbeit.

Guggisberg Lars (V, BE): Ich erlaube mir, Ihnen im Hinblick auf die nun folgende Budgetdebatte die drei Ziele der SVP-Fraktion bekannt zu geben.

Zunächst aber zur Ausgangslage: In den letzten dreissig Jahren haben sich die Bundesaussgaben fast verdreifacht. In derselben Zeit hat sich aber die Wirtschaftsleistung der Schweiz nur verdoppelt. Der Staat wächst schneller als die Wirtschaft. Das ist keine gute Entwicklung. Die Ausgaben für die soziale Wohlfahrt haben sich seit 1990 verfünffacht und betragen mittlerweile 30 Milliarden Franken pro Jahr. Die Ausgaben für die Entwicklungshilfe haben sich verdreifacht. Seit Jahrzehnten schicken wir Milliarden von Steuergeldern ins Ausland. Wir geben für Migration und Entwicklungshilfe mehr als doppelt so viel aus wie für die Ernährung und die Landwirtschaft. Als wäre dies alles nicht schon schlimm genug, ging dieses Parlament nach dem Mauerfall davon aus, der ewige Frieden sei ausgebrochen. Dem ist leider, wie wir alle wissen, nicht so. Die Sorglosigkeit dieses Parlamentes holt uns nun ein. Wir müssen endlich zur Vernunft kommen und unsere Verantwortung wahrnehmen.

Daraus leiten wir, die SVP, die folgenden drei Ziele ab:

1. Wir wollen angesichts der unsicheren geopolitischen Lage die Verteidigungsfähigkeit unserer Armee wiedererlangen und den Bereich Ernährung und Landwirtschaft nicht schwächen, damit wir unsere Bevölkerung bestmöglich ernähren können.
2. Wir werden für die bewährte Schuldenbremse kämpfen, und zwar in der Form, wie sie das Stimmvolk mit einem Ja-Anteil von 85 Prozent angenommen hatte.
3. Wir wollen keine Steuererhöhungen, denn der Bund hat ein Ausgaben- und kein Einnahmenproblem. In praktisch allen Bereichen sind die Ausgaben in den letzten drei Jahrzehnten teils massiv gewachsen: in der sozialen Wohlfahrt auf das Fünffache, in der Entwicklungshilfe und im Bereich Kultur und Freizeit auf das Dreifache. Bei all diesen Bereichen ist der Begriff Sparen daher komplett fehl am Platz. Es kann höchstens von weniger Ausgabenwachstum die Rede sein.

In den letzten gut dreissig Jahren wurde nur in zwei Bereichen gespart, nämlich bei der Landesverteidigung und bei der Ernährung, also just in jenen beiden Bereichen, in denen wir heute miserabel dastehen.

Ich weiss nicht, ob Sie den Gastkommentar von alt Bundesrat Hans-Rudolf Merz Anfang November in der "NZZ" gelesen haben. Sein Titel lautete "Die Schuldenbremse zwingt zur staatspolitischen Prioritätensetzung". Dieses Parlament hat die Prioritäten in den letzten dreissig Jahren blauäugig gesetzt, insbesondere auf Entwicklungshilfe im Ausland, Kultur und Freizeit. Das war kurzsichtig und naiv. Jetzt ist es endlich an der Zeit, die Augen zu öffnen, die Realität zu sehen, ihr in die Augen zu blicken, unsere Verantwortung wahrzunehmen und die Prioritäten richtig zu setzen, mit Investitionen in eine Landesverteidigung, die diesen Namen verdient. Wir brauchen ein zeitgemässes bodengestütztes Luftverteidigungssystem, eine zeitgemässe Ausrüstung unserer Armeeangehörigen und zeitgemässe Fahrzeuge, und das so rasch wie möglich.

Auch bei der Landwirtschaft hinken wir den Ansprüchen der Bevölkerung hinterher. Sind Sie sich dessen bewusst? Die Schweizer Stimmbevölkerung hat vor wenigen Jahren mit rund 80 Prozent der Stimmen Artikel



104a der Bundesverfassung zur Ernährungssicherheit angenommen. Dennoch sinkt unser Selbstversorgungsgrad mit Lebensmitteln kontinuierlich. Er liegt derzeit klar unter 50 Prozent.

Fazit: Wir sind aktuell nicht in der Lage, unsere Bevölkerung zu verteidigen, und wir können derzeit nicht einmal die Hälfte unserer Bevölkerung ernähren, weil sowohl die Armee als auch die Landwirtschaft in den letzten gut dreissig Jahren massiv vernachlässigt wurden. Das ist verheerend. Wären

AB 2024 N 2056 / BO 2024 N 2056

die Ausgaben dieser beiden Bereiche seit 1990 gleich gewachsen wie sämtliche Bundesaussgaben im Durchschnitt, stünden heute Mehrausgaben von 15 Milliarden Franken zu Buche. Das sagt alles.

Ich komme zum Thema Schuldenbremse. 2001 nahmen Volk und Stände mit einer grossen Mehrheit von 85 Prozent und allen Standesstimmen die Schuldenbremse an. Die Schuldenbremse ist eine Erfolgsgeschichte der Eidgenossenschaft. Dank ihr ist es gelungen, die Verschuldung zu stabilisieren. Dank der Schuldenbremse steht die Schweiz heute im internationalen Vergleich gut da. Und doch bezahlen wir aktuell pro Jahr 1,2 Milliarden Franken Schuldzinsen, und dies bei tiefen Zinsen. Das ist Steuergeld, das wir anderswo besser einsetzen könnten.

Wenn die Zinsen steigen, und davon müssen wir mittelfristig ausgehen, wird es richtig ungemütlich. Schauen Sie nach Frankreich, einem der wichtigsten EU-Länder. Dort ist die Schuldenlast derart hoch, dass die Franzosen bereits jetzt annähernd so viel für Schuldzinsen ausgeben wie für ihre Landesverteidigung, nämlich bald 60 Milliarden Euro pro Jahr. Die Schuldzinsen der Deutschen belaufen sich auf 40 Milliarden Euro pro Jahr, ganz zu schweigen von Spanien, Italien, Griechenland. Dort sieht es noch viel düsterer aus.

Es ist nach dem Gesagten sonnenklar, weshalb die EU die Schweiz unbedingt an sich binden will. Sie will an unser Geld, weil sie selbst respektive ihre wichtigsten Mitglieder nicht in der Lage sind, haushälterisch damit umzugehen. Es liegt auf der Hand, dass die Schweiz ihre Schuldenbremse auf jeden Fall beibehalten muss, will sie im Wettbewerb gegenüber anderen Ländern weiterhin zuoberst an der Spitze stehen. Der Wohlstand und die Stabilität der Schweiz sind direkt davon abhängig. Wir werden als SVP keinesfalls Hand bieten für Massnahmen, welche die Schuldenbremse untergraben, umgehen oder aufweichen, denn die Schulden von heute sind die Steuern von morgen. Es geht darum, unseren Kindern, Grosskindern und deren Nachkommen eine stabile und sichere Schweiz zu hinterlassen und keine Schuldenberge.

Ich komme zum dritten Ziel der SVP-Fraktion. Wir haben ein Ausgaben- und kein Einnahmenproblem. Deshalb lehnen wir jegliche Versuche, den Bürgern noch mehr Geld aus der Tasche zu ziehen, kategorisch ab. Wir werden auch nicht Hand bieten für Buchungstricks im Zusammenhang mit der OECD-Mindeststeuer, mit welchen der Ständerat liebäugelt. Abgesehen davon, dass sich die OECD-Mindeststeuer voraussichtlich als Rohrkrepierer entpuppt, sind allfällige Mehreinnahmen höchst ungewiss. Einfach ohne Grund blind Mehreinnahmen zu budgetieren, nur damit auf der Ausgabenseite noch grosszügiger Steuergeld verprasst werden kann, das grenzt an Selbstbetrug und ist alles andere als eine seriöse und ehrliche Finanzpolitik. Es ist bei den Ausgaben anzusetzen, nicht bei den Einnahmen, wie es der Expertenbericht Gaillard übrigens auch nahelegt.

Ich fasse nochmals unsere drei Ziele zusammen, von welchen wir uns in der folgenden Budgetdebatte leiten lassen:

1. Wir wollen mehr Sicherheit für die Schweiz und daher unsere Armee wieder verteidigungsfähig machen. Gleichzeitig wollen wir dem Verfassungsanspruch unserer Bevölkerung auf Ernährungssicherheit nachkommen und die Landwirtschaft nicht schwächen.
2. Wir werden für unsere bewährte Schuldenbremse kämpfen und uns gegen jegliche Umgehung, Untergrabung und Schwächung wehren.
3. Wir wollen keine Steuererhöhungen, denn wir haben ein Ausgaben- und kein Einnahmenproblem. Helfen Sie mit, diese Ziele für unsere Schweiz zu erreichen.

Kaufmann Pius (M-E, LU): Die Ausgangslage für die Beratung des Voranschlags 2025 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2026–2028 war speziell. Auf der einen Seite lag der Voranschlag mit dem Aufgaben- und Finanzplan des Bundesrates vor, auf der anderen Seite der Bericht der Expertengruppe Gaillard. Dieser Bericht geht Anfang 2025 in die Vernehmlassung und wird danach beraten. Diese Ausgangslage bewog die Mitte-Fraktion dazu, sich in erster Linie auf den Voranschlag zu konzentrieren. Die Weichen für die kommenden Finanzplanjahre werden mit der Aufgaben- und Subventionsüberprüfung neu gestellt. Unsere Aufgabe ist es, ein schuldenbremsenkonformes Budget zu erarbeiten. Mit den Nachmeldungen des Bundesrates betrug der Handlungsspielraum nur noch 86 Millionen Franken. Speziell war auch, dass der Bundesrat bei einzelnen Positionen eine Kreditsperre verhängt hat. Dies kann dazu führen, dass wir Kreditreste produzieren.

Angeichts dieser Ausgangslage haben wir von der Mitte-Fraktion folgendes Vorgehen gewählt: Die Mitte-



Fraktion will ein schuldenbremsenkonformes Budget. Die Mitte-Fraktion will die wichtigen Beschlüsse der letzten Sessionen in diesem Budget abbilden. Mit diesem Vorgehen übernehmen wir einerseits finanzpolitische Verantwortung, andererseits machen wir so verlässliche Politik. Dazu liegen entsprechende Anträge Ihrer Finanzkommission vor, die zu einem strukturellen Saldoüberschuss von 12,3 Millionen Franken führen. Die Mitte-Fraktion wird diesen Anträgen grossmehrheitlich folgen. Minderheitsanträge werden wir in den einzelnen Blöcken erläutern.

Erlauben Sie mir einen Ausblick. Wir müssen das Wachstum der Ausgaben im Bundeshaushalt begrenzen und den Einnahmen Sorge tragen. Wir müssen wieder in den Bereich struktureller Überschüsse kommen, damit das Parlament den finanzpolitischen Handlungsspielraum zurückbekommt. Dazu braucht es die notwendige Disziplin. Neue Ausgaben müssen konsequent gegenfinanziert werden. Wenn der Bund von den Kantonen neue Aufgaben übernehmen soll, ist die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen und damit auch der Verteilschlüssel der Einnahmen aus der direkten Bundessteuer anzupassen. Bei neuen Aufgaben in der Bundesverwaltung ist immer zu überprüfen, welche bisherigen Aufgaben reduziert werden können oder schon weggefallen sind, bevor neues Personal angestellt wird.

Es gibt viel zu tun. Die Budgethoheit liegt nicht etwa beim Bundesrat, sie liegt bei uns, beim Parlament. Die Finanzpolitik wird in den kommenden Jahren eines der zentralen Dossiers dieses Parlamentes sein. Wir müssen den Finanzhaushalt wieder ins Gleichgewicht bringen. Gesunde Finanzen und eine tiefe Verschuldung sind die Grundpfeiler unserer Schweiz. Die Mitte-Fraktion wird sich sehr gerne aktiv und konstruktiv in diese Diskussionen einbringen. Aber jetzt geht es darum, ein schuldenbremsenkonformes Budget für das Jahr 2025 zu beschliessen.

Gredig Corina (GL, ZH): Wir alle spüren die Turbulenzen, die auf unseren Bundeshaushalt zukommen. Die Wolken am Horizont sind dunkel, und ein finanzieller Orkan scheint sich hier aufzubauen. In dieser schwierigen Lage begrüsst die GLP-Fraktion die Bemühungen des Bundesrates, den Haushalt ins Lot zu bringen und wieder finanzpolitischen Handlungsspielraum zu schaffen.

Die GLP-Fraktion wird sich im Budgetprozess für eine faire Verteilung der Lasten einsetzen. Doch was die Mehrheit der Finanzkommission hier beantragt, ist alles andere als ausgewogen. Unsere Schweiz ist mehr als Käse, Schoggi, Banken und Trachten. Unsere Schweiz zeichnet sich durch Stabilität, multilaterale Kooperation und humanitäre Verantwortung aus. Diese Tradition ist Teil unseres Schweizer Selbstverständnisses – das können wir nicht nur in 1.-August-Reden predigen. Es ist der falsche Weg, das Armeebudget um eine halbe Milliarde aufzustocken und gleichzeitig dabei die humanitäre Tradition aufs Spiel zu setzen. Ebenso falsch ist es, nur bei der Landwirtschaft aufzustocken, während alle anderen Bereiche Opfer bringen müssen.

Die Schweiz ist ein verlässlicher Partner für Frieden und Sicherheit. Das ist unser Markenzeichen. Unsere humanitäre Verantwortung ist keine Last, sondern eine langfristige Investition. Es ist wie bei einer Versicherung: Man merkt erst, wie wertvoll sie ist, wenn man sie eben braucht. Dann kann man sie eben nicht mehr abschliessen, dann ist es zu spät. Wer heute Friedensförderung und internationale Stabilität vernachlässigt, riskiert morgen Konflikte, die auch uns betreffen. Wir wollen eine Schweiz, die Verantwortung übernimmt, auch in schwierigen Zeiten.

Die Mehrheit der Finanzkommission schlägt des Weiteren vor, im Finanzplan bis zu 1,4 Milliarden pro Jahr zusätzlich

AB 2024 N 2057 / BO 2024 N 2057

für die Armee einzustellen, dies, ohne über Mehreinnahmen zu sprechen. Das ist schlicht unrealistisch. Wir wissen doch alle, dass bereits in den nächsten Jahren Milliarden fehlen werden. Das Konzept des Ständerates ist hier realistischer und durchdachter.

Wenn das aktuelle Konzept der Mehrheit der Finanzkommission durchkommt, kann die GLP-Fraktion nicht zustimmen. Wir werden uns dafür einsetzen, dass die Schweiz ihr humanitäres Erbe nicht verspielt. Denn das ist der Kompass, der uns bisher auch in stürmischen Zeiten immer sicher geleitet hat.

Wyss Sarah (S, BS): Die heutigen Zeiten sind herausfordernd: Es gibt steigende Mieten und Krankenkassenprämien; die Kaufkraft der Menschen leidet; der Klimawandel bedroht nicht nur die Natur, sondern auch die Menschen, sei es durch Hitzetod in Städten, sei es durch Überschwemmungen oder generell durch zunehmende Naturkatastrophen. Wir haben das diesen Sommer eindrücklich in mehreren Kantonen erleben müssen. Die heutigen Zeiten sind leider geprägt von Krisen und Kriegen in Europa und an anderen Orten dieser Welt. Sie hinterlassen Verletzte, Tote, aber auch immer mehr flüchtende Menschen. Täglich erreichen uns diese schlimmen Nachrichten.

Sie fragen sich jetzt vielleicht, was all dies mit dem Budget zu tun hat – sehr viel, denn wir entscheiden heute



nicht einfach über eine Zahlenkolonne. Es reicht nicht, wenn wir unsere Excel-Tabelle öffnen und mantramässig schauen, wie wir die Schuldenbremse einhalten können. Mit dem Voranschlag entscheiden wir ganz konkret über die Funktionsweise unserer Gesellschaft.

Als SP-Fraktion stehen wir ein für eine nachhaltige, zukunftsorientierte Finanzpolitik. Die ist möglich, beispielsweise einnahmenseitig: Das Einnahmenpotenzial wird strukturell nicht ausgeschöpft. Alle internationalen Vergleiche zeigen, dass insbesondere das Kapital in der Schweiz im Durchschnitt unterbesteuert wird respektive in den letzten Jahren übermässig stark entlastet wurde. Durch den Verzicht auf ineffiziente und ungerechte Steuerabzugsmöglichkeiten, durch eine Korrektur der übermässigen Steuergeschenke, pragmatische Solidarbeiträge der Kapitaleseite und eine Beseitigung der Steuerkriminalität könnten wir dieses Problem beheben.

Dann gibt es auch noch die Schuldenbremse. Wir haben eine rekordtiefe Schuldenquote von 17,3 Prozent, und diese sinkt aufgrund des aktuellen Mechanismus. Diese rigide Auslegung der Schuldenbremse mutiert immer stärker zu einer Zukunfts- und Investitionsbremse. Das ist gemeinsam mit der Unteraus schöpfung des Einnahmenpotenzials ein gefährlicher Mix. Er führt nämlich direkt zu dieser Abbauspирale, in der wir uns aktuell befinden.

Doch auch mit der Schuldenbremse können wir dieses Problem über eine Modernisierung relativ rasch beheben. Wir können und wir müssen diese wachstumsorientiert ausgestalten. Wir brauchen eine Stabilisierung und keine Reduktion der Schuldenquote. Und wir brauchen dringend die Möglichkeit, Kreditreste zu nutzen. Auf der Ausgabenseite, der dritten Seite, dürfen und müssen wir auch kritisch hinschauen und haushälterisch mit dem Geld umgehen; das ist selbstverständlich. Es darf beispielsweise nicht sein, dass der Bundesrat so agiert, wie er es letzte Woche getan hat, als er entschieden hat, dass er doch eine Rüstungsstrategie möchte, während wir nachher sagen, ach, wir geben doch einfach noch eine halbe Milliarde mehr.

Die SP kämpft für eine zukunftsorientierte Finanzpolitik. Dafür werden wir uns auch im Rahmen des Voranschlags 2025 und des Finanzplans einsetzen. Wir werden uns dafür aber auch einsetzen, weil mit diesem Voranschlag, vor allem auf der Einnahmenseite, sich einiges nicht bewerkstelligen lässt. Und wir werden uns auch im Rahmen des Umsetzungspaketes der Expertengruppe Gaillard dafür einsetzen. Wir wehren uns gegen eine einseitige Abbaupolitik, getrieben vom Mantra der Schuldenbremse.

Die Stärkung der Kaufkraft, die Förderung der Gleichstellung, die internationale Solidarität, der Kampf gegen die Klimakrise – all das ist möglich. Aber dafür müssen Sie, müssen wir heute die Weichen anders stellen, und das können wir auch tun. Was uns aber aktuell die Mehrheit als Budget vorschlägt, hat nichts mit unseren Vorstellungen zu tun. Das entspricht nicht unserer Vorstellung einer nachhaltigen und zukunftsorientierten Finanzpolitik. Wir können das Budget so nicht akzeptieren; meine Kollegin wird später darauf eingehen.

Nun möchte ich es nicht versäumen, allen Mitarbeitern der Verwaltung für ihre Arbeit zu danken. Wussten Sie im Übrigen, dass ein Drittel aller Mitarbeitenden in den Bereichen der Sicherheit arbeitet – bei der Armee, bei der Grenzwache und beim Fedpol –, also genau dort, wo Sie einerseits die Mittel erhöhen und andererseits mit der Querschnittkürzung gleichzeitig Tabula rasa machen möchten? Es wäre vielleicht an der Zeit, dass Sie sich überlegen, ob das nicht ein Widerspruch ist. Das sind auch Mitarbeitende, auch bei denen möchten Sie kürzen. Wir werden im ersten Block sicherlich noch dazu kommen.

Doch ich weiche ab, ich wollte eigentlich nur den Mitarbeitenden der Verwaltung danken. Sie ermöglichen – natürlich gemeinsam mit ganz vielen Akteuren –, dass wir heute hier arbeiten können, dass wir Gesetze erlassen können, dass unser Staatswesen funktioniert. Ein besonders grosses Dankeschön geht an das Sekretariat der Finanzkommission unter der Leitung von Florent Strobel: vielen Dank für diese Unterstützung. Ebenfalls für die Zusammenarbeit bedanken möchte ich mich bei der Finanzverwaltung und bei der Frau Bundesrätin.

Sollberger Sandra (V, BL): Ich spreche hier für die SVP-Fraktion zu den Themen EJPD und VBS. Es geht also um die Sicherheit von Land und Leuten.

Wer A sagt, muss auch B sagen. Wir haben mehrfach bekräftigt, dass Sicherheit und Verteidigung mehr Gewicht haben sollen. Hier sprechen wir nun die Gelder für diese Ziele. Wir können nicht mehr warten. Rüstungsgeschäfte beanspruchen viel Zeit. Wenn wir heute die Finanzierung nicht sichern, werden wir bereits morgen grosse Lücken haben. Der Krieg in der Ukraine zeigt leider, dass es eben alle Bereiche braucht. Wie in den anderen Bereichen ist es auch bei der Rüstung so: Wenn ein Teil fehlt oder vernachlässigt wird, dann hält das wichtige Gesamtsystem Armee nicht. Wir können nicht einfach den Boden, die Luft oder den Cyberraum weglassen. Das funktioniert nicht.

Es braucht jetzt eine Politik, die Nägel mit Köpfen macht und zu ihrem Wort steht. Wir können nicht von Verteidigung, Strategie und Sicherheit sprechen und dann hier die wirklich dringend benötigten Mittel nicht genehmigen. Wie soll die Armee planen, wenn wir jedes Mal wieder einen Rückzieher machen?

Die Krisenherde werden nicht weniger. Wir müssen jetzt vorsorgen. Wir haben über Jahrzehnte bei der Armee



gespart und haben sie zurückgefahren, weil auch hier im Saal viele geglaubt haben, dass es keine Kriege mehr geben werde. Diese Annahme ist – zu meinem grossen Bedauern – schlichtweg falsch. Es braucht jetzt neue Investitionen in die Sicherheit, in die Verteidigung, zum Schutz von Land und Leuten.

Sicherheit – die Migrations- und Asylthematik gehört da eben auch dazu. Lange, zu lange haben wir die Augen vor den Fehlentwicklungen verschlossen. Wir haben gedacht, dass das ja schon gehen werde. Mit immer mehr Geld haben wir die Probleme überdeckt: Augen zu und durch. Das rächt sich jetzt. Die Finanzen im Bereich Asyl laufen aus dem Ruder. Die Solidarität nimmt ab. Gemeinden, Städte und Kantone sagen, dass es so nicht mehr weitergeht.

So schaffen wir das nicht! Wenn wir jetzt nicht eine Kurskorrektur vornehmen, wird das zu einem Fass ohne Boden. Wenn wir das Problem nicht lösen, kostet uns das einfach immer noch mehr Geld. Das kann und darf nicht sein. Die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler haben es verdient, dass wir fürsorglich mit dem Geld umgehen.

Wir müssen die grenzenlose und unkontrollierte Zuwanderung endlich bremsen, den Asylmissbrauch bekämpfen und die Fehlanreize im System abbauen. Immer mehr Geld lockt nur noch mehr Leute an. Es ist ein Sog, den wir nicht durchbrechen können, ausser wir fahren mit den Finanzen und Leistungen herunter.

AB 2024 N 2058 / BO 2024 N 2058

Selbstredend braucht es mehr Mittel für die Sicherheit, für Grenzschutz, für Verteidigung. Unsere Grenzen müssen wieder geschützt und gesichert sein. Das sind wir der Bevölkerung schuldig.

Farinelli Alex (RL, TI): Con il preventivo 2025 entriamo in una fase cruciale per le finanze federali. È indispensabile intraprendere un percorso che riporti i conti pubblici in carreggiata. Non possiamo permetterci di tornare ad accumulare debiti come negli anni Novanta, quando in poco più di dodici anni il debito federale è triplicato. Questo per due motivi fondamentali. Il primo, è di natura legale, poiché il freno all'indebitamento è un mandato popolare ancorato nella nostra Costituzione. Il secondo motivo, ancora più importante, è di natura morale. Non possiamo infatti trasferire sulle spalle delle generazioni future i costi derivanti dalla nostra incapacità di agire, di decidere e di fissare delle priorità.

Parliamoci chiaro: non vi sono in questo momento ragioni valide per cui lo Stato debba continuare ad accumulare debiti. I meccanismi che consentono, ad esempio come il deficit autorizzato all'interno dell'UE, di continuare ad accumulare debiti, rappresentano un adattamento rinunciatario a situazioni di finanze pubbliche fuori controllo, spesso dovuto all'incapacità politica di affrontare la realtà per la quale non si può vivere costantemente al di sopra dei propri mezzi.

La Confederazione svizzera non ha un problema di entrate. Questa è la frase che la nostra consigliera federale Karin Keller-Sutter non ha mancato di ripetere in parecchie occasioni. Una realtà che viene facilmente confermata da chi si è preso il tempo di leggere le cifre: da 79,6 miliardi di franchi di entrate nel 2023 a 93,1 miliardi nel 2028 – un più di 13,5 per cento di entrate in cinque anni non rappresenta sicuramente un problema.

Al contrario, abbiamo delle scelte da fare in merito alle uscite, in particolare quando si parla di spese correnti, quindi ricorrenti. Per capirci, le uscite passeranno dagli 81 miliardi di franchi del 2023 a 86 miliardi di franchi con il preventivo 2025, con la prospettiva di superare i 95 miliardi di franchi nel 2028 – un aumento del 14 per cento in soli cinque anni. Non stiamo quindi di fronte ad una situazione che richieda lacrime e sudore, si tratta piuttosto di un aumento della spesa assolutamente importante. Questi numeri, per chi li legge con attenzione, non parlano di uno Stato che intende adottare una cura dimagrante né di un blocco improvviso della progettualità. Parlano invece di una situazione che sta chiaramente sfuggendo di mano ma proprio grazie al freno all'indebitamento siamo obbligati a correggere la rotta. Per raggiungere l'obiettivo di ridurre le spese di 5 miliardi di franchi da qui al 2030 non sarà necessario in realtà tagliare veramente in maniera indiscriminata, basterà semplicemente consentire una crescita delle spese nell'ordine del 12–13 per cento rispetto al ritmo attuale.

Arriviamo quindi alle priorità per il Partito liberale-radical che fondamentalmente si riassumono in due punti: il primo è il rispetto del freno all'indebitamento. Non perché questo meccanismo sia perfetto, ma perché modificarlo o, peggio ignorarne il rispetto, aprirebbe la strada a uno sviluppo estremamente problematico delle finanze federali che noi non siamo disposti a sostenere proprio per la responsabilità che ci è stata assegnata dalla popolazione e per rispetto delle generazioni future.

In questo senso qualcuno spesso parla di un problema legato agli investimenti, ma anche lì basta guardare le cifre, 11 miliardi di franchi nel 2023, quasi 15 miliardi previsti nel 2028 – a dimostrazione che la Confederazione non si tira indietro nemmeno in quest'ambito, anzi.



Il secondo punto è la ridefinizione delle priorità dello Stato. È chiaro che la sicurezza del Paese, uno dei compiti fondamentali che appartiene allo Stato, deve riacquistare maggiore importanza. Negli anni Novanta, quando sistemi che oggi vengono citati come una garanzia della nostra sicurezza, come la presenza della NATO o dell'UE, in realtà erano già esistenti, la Svizzera investiva nell'esercito l'1,3 per cento del PIL. Oggi, con lo 0,7 per cento, siamo grosso modo alla metà. È ragionevole quindi voler ripristinare un equilibrio progressivo verso la soglia dell'1 per cento. Si tratta di un compromesso, che possiamo definire assolutamente svizzero, per migliorare la sicurezza nazionale. Siamo consapevoli che l'osservazione di questi due punti richiederà sacrifici, ma come Partito liberale-radicalista siamo pronti a sostenere una linea chiara e responsabile nell'esclusivo interesse della Svizzera.

Concludo questo mio intervento sull'entrata in materia con un ringraziamento all'amministrazione federale, in particolare ai Servizi del Parlamento, con il segretariato della Commissione delle finanze, oltre che alla consigliera federale Karin Keller-Sutter, per l'ottima collaborazione e il grande lavoro nella preparazione del preventivo 2025.

Wettstein Felix (G, SO): Die Schweiz "hat keine Politik, sie hat stattdessen ein Budget". Diese provokative Kurzformel der Online-Zeitung "Republik" trifft den wunden Punkt. Wir haben in der nationalen Politik zwei heilige Kühe: Die eine heilige Kuh heisst Schuldenbremse, die andere, die wiederauferstandene, heisst Armee. Und wie das so ist bei heiligen Kühen, man schaut sie ehrfurchtsvoll an, berührt sie nicht und macht einen respektvollen Bogen um sie herum. Genau so handelt die Mehrheit unserer Finanzkommission. Alles andere muss um die beiden heiligen Kühe herum drapiert werden. Es resultiert ein Voranschlag 2025, der für uns von der Grünen Fraktion nicht annehmbar ist. In entscheidenden Punkten geht der Kommissionsentwurf in die komplett falsche Richtung. Im Vergleich dazu ist nur der bundesrätliche Entwurf akzeptabel, obwohl auch er den Tanz um die unflexible Schuldenbremse vollführt.

Gehen wir also vom Voranschlag des Bundesrates aus. Seit der Verabschiedung zuhause des Parlamentes im August ist ja noch die Nachmeldung zum Hochwasserschutz und zum Schutz vor Naturgefahren eingetroffen. Seither bleiben uns 86 Millionen Franken Handlungsspielraum bis zur Grenze, die uns diese Schuldenbremse auferlegt. Das reicht aus, damit wir die familienergänzende Kinderbetreuung um 6,9 Millionen, den regionalen Personenverkehr um 7,7 Millionen und die Beiträge an den Wald um 17,5 Millionen Franken ergänzen können. Es reicht auch für die Erhöhung des ETH-Beitrags und für die Forschungsförderung, damit wir der BFI-Botschaft 2025–2028 Rechnung tragen, die wir bereits beschlossen haben. Gleiches gilt im Bereich Kultur. Die sanfte Erhöhung, die wir mit der Kulturbotschaft 2025–2028 bereits eingefädelt haben, hat Platz.

Ich ziehe an dieser Stelle eine Zwischenbilanz. Wenn wir alle genannten Erhöhungen, die uns die FK-N zu Recht vorschlägt, beschliessen, sind wir immer noch um 37,2 Millionen Franken im Plus. Nun wissen wir seit ein paar Wochen, dass wir für die Bundesasylzentren nach aktueller Berechnung 85 Millionen Franken weniger ausgeben müssen, weil die Asylzahlen tief sind. Somit haben wir bereits wieder einen Handlungsspielraum von 122,2 Millionen Franken. Das reicht komfortabel aus, um auch nächstes Jahr eine Einlage in den Fonds für Regionalentwicklung zu tätigen und zudem die Direktzahlungen an die Landwirtschaft auf dem Niveau von 2024 zu halten, was auch wir mehrheitlich begrüessen.

Wenn Sie mitgerechnet haben, wissen Sie, dass auch jetzt noch knapp 68 Millionen Franken Spielraum bleiben. Es gibt zu Aufgabenfeldern wie zum Beispiel Gewaltprävention im Alter, Überwachung von übertragbaren Krankheiten, sexuelle Gesundheit, Integrationsmassnahmen für Immigrierte, Revitalisierung von Flusslandschaften diverse Minderheitsanträge. Sie alle sind aus unserer Sicht gut begründet und benötigen vergleichsweise geringe Geldbeträge. Darum hätten auch sie alle Platz. Bis hierher würde die Grüne Fraktion dem Voranschlag 2025 kraftvoll zustimmen.

Jetzt komme ich zur auferstandenen heiligen Kuh. Es sind die Rüstungsausgaben. Alle reden nun immer von diesen zusätzlichen 530 Millionen Franken. Fast alle blenden aus, dass wir von 2,18 Milliarden Franken ausgehen. So viel will bereits der Bundesrat auf seinem Weg zum Ziel von 1 Prozent des BIP ausgeben. Es ist bereits eine Erhöhung um 180 Millionen oder 9 Prozent gegenüber dem aktuellen Jahr – 9 Prozent Erhöhung in einem Jahr, obwohl der Bund angeblich vor einem grossen strukturellen Defizit steht. Nun kommen die Räte und wollen weitere 530 Millionen obendrauf packen, von 2

AB 2024 N 2059 / BO 2024 N 2059

auf 2,7 Milliarden Franken. Das ist dann eine Steigerung von 35 Prozent bei den Rüstungsgütern in einem einzigen Jahr, und man weiss noch gar nicht wirklich, wofür man dieses zusätzliche Geld ausgeben soll.

Wir von der Grünen Fraktion bitten Sie dringend, bei den Rüstungsausgaben eine diesjährige Höhe von 2 Milliarden Franken anzupeilen. Auf keinen Fall sollen wir höher als der Bundesrat gehen. Wenn wir diesen Pflock



einschlagen, bleibt uns ganz vieles erspart. Es bleibt uns erspart, die internationale Zusammenarbeit zusammenzustauchen. Würden wir das tun, schwächen wir die Sicherheit unseres Landes. Es bleibt uns erspart, dass wir Querschnittkürzungen im Umfang von 125 Millionen Franken auf dem Buckel des Personals befehlen müssen. Es bleibt uns erspart, dass wir auf Ideen kommen, bei den Nachtzügen oder bei den fossilfreien Motoren für Busse und Schiffe alles zu kappen, nachdem wir erst vor wenigen Monaten das CO₂-Gesetz samt diesen Massnahmen verabschiedet haben.

Kehren Sie auf den Pfad der Tugend zurück, zum Entwurf des Bundesrates, ergänzt um gezielte Verbesserungen bei der Bildung, der Kultur, der Kinderbetreuung, dem öffentlichen Verkehr, dem Wald sowie meinetwegen der Landwirtschaft.

Nause Reto (M-E, BE): In den vergangenen zwanzig Jahren hat die Schweiz ihre Friedensdividende eingezogen, und sie hat bei der Rüstung, der Verteidigung und der Sicherheit massive Einsparungen gemacht – so grosse Einsparungen, dass unsere Verteidigungsfähigkeit heute nicht mehr gegeben ist. Wir haben vorhin gehört, der Armeebereich solle massiv ausgebaut werden. Das ist, historisch gesehen, eigentlich falsch: Wir korrigieren heute einen Kahlschlag aus vergangenen Jahrzehnten. Diese Korrektur soll dazu führen, dass wir uns schlicht und ergreifend wieder wehren können. Die Mitte-Fraktion steht hinter dem Ziel, bis 2030 1 Prozent der Ausgaben in die Verteidigung, in die Sicherheit zu investieren.

Mit dem vorliegenden Budget sind wir hier noch nicht einmal ganz auf dem Zielpfad, und das in einer Zeit, in der unsere Institutionen täglich Cyberangriffen ausgesetzt sind; in einer Zeit, in der bei unseren Nachbarn kritische Infrastrukturen sabotiert werden; in einer Zeit, in der in Europa ein konventioneller Krieg tobt. Die Bedrohung ist also real, und die Zeit, darauf zu reagieren, ist eigentlich schon heute viel zu knapp.

In den Sicherheitspolitischen Kommissionen, aber auch in den Finanzkommissionen von National- und Ständerat wurden realistische Kompensationsvorschläge unterbreitet, Kompensationsvorschläge, die zwar schmerzen, die aber nicht, wie beispielsweise im Konzept Mühlemann, einen kompletten Kahlschlag in einzelnen Politikbereichen, namentlich in der internationalen Zusammenarbeit, bringen.

Ich hoffe, dass der Rat sich zu den Sicherheitsausgaben bekennt und bei den Kompensationen fähig ist, Kompromisse einzugehen. Wir treten auf das Budget ein.

Funciello Tamara (S, BE): Meine SP-Vorrednerin hat es gesagt: Das ist nicht unser Budget. Gute Finanzpolitik ist weitsichtig und verantwortungsbewusst, gute Finanzpolitik lässt sich nicht von Angstszenarien und rechtem Populismus leiten – all dies trifft hier nicht zu.

Um aufzuzeigen, wie planlos die Aufstockung der Armee gerade abläuft, kann man sich die Medienmitteilung des Bundesrates vom 27. November 2024 vor Augen führen. In dieser wird bekannt gegeben, das VBS werde beauftragt, eine rüstungspolitische Strategie des Bundesrates zu erarbeiten. Die Strategie soll bis Mitte 2025 verabschiedet werden. Wem das noch nicht genug ist, der kann sich noch die Motion Dittli 24.3605 zu Gemüte führen, die den Bundesrat beauftragt, eine "strategische Ausrichtung einer verteidigungsfähigen Armee" zu erstellen. Vor diesem Hintergrund soll die Armee nun zusätzlich zur ohnehin schon geplanten Aufstockung nochmals 530 Millionen Franken erhalten. Es sollen also nicht, wie monatelang in den Medien erzählt wurde, 660 Millionen Franken sein, die angeblich unbedingt nötig seien, um die Boden-Luft-Abwehr zu sichern, sondern "lediglich" 530 Millionen Franken. Wieso das? Weil sonst die Schuldenbremse nicht hätte eingehalten werden können. Plötzlich war es nicht mehr so wichtig, dass es 660 Millionen Franken sind; 530 Millionen Franken haben dann auf einmal gereicht.

Ist das seriöse Finanzpolitik? Ist das seriöse Sicherheitspolitik? Wenn wir ehrlich sein wollen, ist es kein Wagnis, das zu bezweifeln. Wir schmeissen der Armee gerade Geld hin, ohne zu wissen, wofür. Es kann doch nicht sein, dass die Armee einen zusätzlichen Blankocheque in der Höhe von einer halben Milliarde Franken erhält, ohne dass klar ist, wofür das Geld verwendet wird. Eine solche Aufstockung ist für die SP-Fraktion eine klare rote Linie. Dabei geht es nicht mal vorwiegend um den Beitrag, sondern vor allem um die absolute Planlosigkeit dieser überrittenen Aufstockung. Es ist eine Aufstockung, die dazu führt, dass in anderen Bereichen massiv abgebaut werden muss. Wenn wir über seriöse Sicherheitspolitik sprechen wollen, dann wäre es angeraten, sich zu überlegen, wie wir Konflikte verhindern können. Denn wir können so sehr aufrüsten, wie wir wollen, absolute Sicherheit gibt es nicht.

Frieden kann es geben, wenn wir die Grundlage dafür schaffen, aber dafür braucht es eine gute internationale Zusammenarbeit. Und genau in diesem Bereich wird abgebaut. Das hat nicht nur Einfluss auf unsere Sicherheitspolitik, das hat vor allem einen massiven Einfluss auf das Leben der betroffenen Menschen. Mit diesen Einschnitten, die hier vorgesehen sind, wird die Schweiz in der Zusammenarbeit ganze Regionen verlassen müssen. Wir werden Menschen ohne Wasser zurücklassen, wir werden die Unterstützung von Jugendlichen



und Frauen von heute auf morgen beenden.

Ich weiss, Sie hören das nicht gerne, aber es werden aufgrund dieses Entscheides Menschen sterben. Diese Verantwortung tragen Sie allein, jeder Einzelne von Ihnen. Seien Sie sich dessen bewusst, wenn Sie auf diesen Knopf drücken. Dass diese Kürzungen für die SP-Fraktion eine rote Linie sind, versteht sich von selbst.

Ich komme zu einer weiteren roten Linie, zu den Querschnittkürzungen beim Personal. Diese sind die unpolitischste Massnahme, die man ergreifen kann, denn sie bedeuten letztlich, dass keine Verantwortung übernommen wird. Faktisch beschliessen wir im Rat fortlaufend neue Aufgaben für die Verwaltung. Doch anstatt diese Entscheidungen mit einer angemessenen Ressourcenplanung zu untermauern, überlassen wir es durch Querschnittkürzungen beim Personal dem Bundesrat und den Leitungen der Bundesämter, festzulegen, welche Prioritäten gesetzt werden sollen. Das ist nicht nur inkonsequent, sondern untergräbt die demokratische Verantwortung dieses Parlamentes.

Ich erinnere Sie daran, dass die vorliegenden geplanten Kürzungen von 70 Millionen Franken zu den bereits beschlossenen Kürzungen des Bundesrates von 1,4 Prozent dazukommen. Ausserdem ist es die dritte Kürzungsrunde in Folge. Hinzu kommen die Kürzungen in den Bereichen "Beratung und externe Dienstleistungen" sowie "Sach- und Betriebsaufwand". Was die Kürzungen für den Betrieb bedeuten würden und ob wir uns bewusst sind, was wir in diesem unkoordinierten Streichkonzert zusammenkürzen, diese Fragen konnte mir bis anhin niemand genau beantworten.

Wir sind gerade daran, ernsthafte Fehler zu begehen. Dieses Budget ist in dieser Form inakzeptabel, vor allem, weil es Alternativen gäbe: Die Ausgaben im Rahmen des Schutzstatus S könnten ausserordentlich verbucht werden, es könnte eine Aufstockung der Armee gemäss Bundesrat entschieden und Zusatzeinnahmen geprüft werden. Ich weise Sie zudem darauf hin, dass das Problem mit diesem Budget nicht gelöst ist. Dies sehen Sie bereits in der Finanzplanung. Wenn wir eine soziale Schweiz wollen, mit einem Service public, der den Namen verdient, mit einer Sicherheitspolitik, die Sinn ergibt, eine Schweiz, in der niemand zurückgelassen wird, dann sind wir mit diesem Budget auf dem Holzweg.

Dieses Budget ist inakzeptabel. Nutzen Sie die Gelegenheit der Beratung, um es zu ändern.

Stettler Thomas (V, JU): La situation actuelle des finances fédérales exige une gestion rigoureuse et responsable. Merci au Conseil fédéral, ainsi qu'à tous ceux qui ont oeuvré dans ce sens concernant le projet soumis. Face à une croissance

AB 2024 N 2060 / BO 2024 N 2060

toujours plus incontrôlée des dépenses publiques, nous devons prendre des mesures fermes afin de préserver la stabilité financière de la Suisse.

Le groupe UDC souhaite aujourd'hui réaffirmer ses trois priorités fondamentales. Premièrement, le frein à l'endettement doit être strictement maintenu. Le bilan de ce maintien brille comme une étoile en comparaison internationale. Le frein à l'endettement est un instrument indispensable pour garantir l'équilibre budgétaire. Il protège nos finances publiques des excès et préserve les générations futures, car les dettes d'aujourd'hui sont les impôts de demain. Le remettre en cause, voire pire, c'est-à-dire l'assouplir face aux excès de la politique de certains groupes parlementaires, entraînerait des conséquences catastrophiques. Nous devons continuer à respecter cet engagement légal sans concession. N'oublions pas que nous avons encore 27 milliards de francs à rembourser dans le compte d'amortissement hérités des mesures COVID-19 et en faveur de l'Ukraine.

Ja, Kollege Wettstein, eine heilige Kuh frisst, ohne zu produzieren. Die Schuldenbremse ist genau das Gegenteil: Die Kuh, die frisst und nichts produziert, das ist der Schuldenberg, der durch seine Zinsen auch die Mittel für Ihre Anliegen beschränken würde.

Deuxièmement, toute augmentation d'impôts doit être refusée, car trop d'impôts tuent l'impôt. Nos citoyens et nos entreprises ne doivent pas être victimes de l'inflation des dépenses fédérales. Toute hausse de la fiscalité affaiblirait encore plus le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de nos entreprises. La solution réside dans la gestion plus efficace des dépenses et non dans une augmentation des prélèvements fiscaux. Nous avons un problème de dépenses et non pas un problème de revenus.

Troisièmement, le groupe UDC veut freiner les dépenses de la Confédération, en particulier celles relatives à l'administration. En trente ans, les dépenses ont quasiment triplé. L'administration fédérale compte aujourd'hui plus de 40 000 employés, un chiffre en constante augmentation et clairement non maîtrisé. Cette expansion démesurée représente une charge significative pour les finances publiques. Il est évident qu'une telle croissance ne peut plus continuer. Des coupes ciblées, ou du moins un plafonnement strict des effectifs administratifs s'imposent comme la seule solution valable pour améliorer durablement la situation. En un mot, notre groupe veut une politique financière au service des citoyens suisses.



Le groupe UDC tient à souligner qu'il est impératif d'utiliser les ressources publiques avec discernement et responsabilité. Notre politique financière doit avant tout servir le bien de notre population. Il est illusoire de croire que nous avons des moyens illimités pour résoudre les problèmes du monde entier. Les fonds publics doivent être utilisés en priorité afin de répondre aux besoins des citoyens suisses, que ce soit en matière de sécurité, de santé ou d'éducation. Par ailleurs, nous observons une expansion continue des budgets alloués à des secteurs tels que l'asile, la coopération internationale et la culture, tandis que les dépenses pour des secteurs stratégiques, comme l'armée et l'agriculture, stagnent. Ce déséquilibre devient de plus en plus inacceptable: la sécurité de notre population et l'indépendance alimentaire doivent redevenir des priorités budgétaires.

Grâce au travail de la Commission des finances, le groupe UDC a obtenu des avancées notables dans ce projet de budget. Nous saluons particulièrement l'augmentation des ressources allouées à l'armée, ainsi que le rétablissement partiel de coupes dans le secteur agricole, deux domaines essentiels pour la souveraineté alimentaire et la sécurité de la Suisse. De plus, bien que des efforts supplémentaires soient nécessaires, des mesures ont été adoptées pour freiner certaines dépenses de la Confédération.

Ces ajustements montrent qu'il est possible de concilier rigueur budgétaire et défense des intérêts stratégiques de notre pays. Nous nous réjouissons que ces principes aient été reconnus et intégrés, et qu'une majorité parlementaire semble prête à les soutenir.

Sur cette base, le groupe UDC accepte l'entrée en matière et espère que le budget amendé des propositions de minorité pertinentes portées ou soutenues par le groupe UDC trouvera une large majorité.

La Suisse mérite un budget qui protège ses citoyens, son économie et son indépendance. C'est dans cet esprit que nous continuerons à oeuvrer.

Weber Céline (GL, VD): Quelle est la différence entre l'armée et la coopération internationale? A priori, ces deux éléments n'ont rien en commun, si ce n'est d'être tous deux des postes du budget sur lesquels nous débattons aujourd'hui. Mais, en réalité, à y regarder de plus près, qu'on le veuille ou non, l'armée aussi bien que la coopération internationale sont gages de sécurité pour notre pays. Une bonne armée, comprenant suffisamment d'hommes et de femmes à son service, tous bien formés et bien équipés, est indispensable pour maintenir la sécurité du pays dans un contexte géopolitique changeant et imprévisible. C'est un fait.

Mais la coopération internationale n'est pas moins importante. Grâce aux objectifs qui lui sont attribués, la Suisse se sert de la coopération internationale pour défendre ses intérêts à plus long terme, notamment par la mise en place d'un ordre international juste et pacifique ou encore d'un cadre économique stable et propice aux investissements. Grâce à la coopération internationale, la Suisse assure donc également sa propre prospérité à long terme. D'ailleurs, à l'heure où les commandes de matériel militaire à travers le monde ont explosé à cause des différents conflits, n'oublions pas, comme le rappelait le Conseil fédéral lui-même en réponse à une question, que les entreprises d'armement servent d'abord les forces armées de leur propre pays, ensuite les alliés et enfin les autres. Il est donc primordial pour la Suisse d'être perçue comme un partenaire fiable si elle entend augmenter la probabilité de pouvoir couvrir ses besoins en matériel militaire dans un délai raisonnable. Mais est-on réellement un partenaire fiable si l'on coupe drastiquement dans la coopération internationale?

La coopération internationale n'est pas juste de la charité pour pays moins bien lotis, mais un rouage important de notre politique dans son ensemble. En ces temps où chacun doit faire un effort pour avoir un budget conforme au frein à l'endettement, nous n'accepterons pas de hausse démesurée. Je peux également déjà vous informer que le groupe vert/libéral n'approuvera pas le budget si c'est le concept tel que proposé par la majorité de la Commission des finances du Conseil national qui l'emporte.

Schilliger Peter (RL, LU): Das Budget des Bundesrates entspricht den Vorgaben der für uns so wichtigen Schuldenbremse. Die Vorlage hatte nach den Nachmeldungen bis zur Erreichung des Grenzwertes noch Luft in Höhe von rund 86 Millionen Franken. So weit, so gut.

In der Ausgestaltung des Budgets gibt es jedoch eine Differenz zwischen dem Bundesrat und dem Parlament. Der Hauptgrund liegt in der unterschiedlichen Vorstellung davon, wie, mit welchen Mitteln und bis wann eine erhöhte Verteidigungsfähigkeit der Schweiz erreicht werden soll.

Für die FDP-Fraktion und für die Mehrheit der Finanzkommission war die Beratung der Armeebotschaft wegweisend. Diese Botschaft ist zwar noch in der Differenzbereinigung, jedoch sind sich beide Kammern einig: In den Jahren 2025 bis 2028 sollen zusätzliche Mittel von 4 Milliarden Franken für Investitionskäufe der Verteidigung ausgegeben werden. Doch dieses Investitionsziel verpflichtet zu Budgetentlastungen in anderen Bereichen.

Für die FDP-Fraktion sind die folgenden Eckpunkte in der Finanzpolitik massgebend:

1. Der Bund hat ein Ausgaben- und kein Einnahmenproblem. Aus diesem Grund ist auf Steuererhöhungen zu



verzichten. Der vorliegende Antrag der Finanzkommission erfüllt diese Regel. Die im Ständerat angebehrte Erhöhung des Bundesanteils bei den Steuereinnahmen gemäss OECD steht im Nationalrat aktuell noch nicht zur Debatte. Die FDP-Fraktion hat sich bisher gegen eine weitere Abschöpfung zulasten weniger Kantone ausgesprochen. Aus meiner Sicht ist diese Haltung richtig, denn die Definition der Steuerstrategie, sprich Gewichtung der Einnahmen zwischen den

AB 2024 N 2061 / BO 2024 N 2061

natürlichen und den juristischen Personen, ist die Hoheit der Kantone.

2. Die Schuldenbremse muss zwingend eingehalten werden. Die FDP-Fraktion wird alle Angriffe auf die aktuelle Ausgestaltung der Schuldenbremse ablehnen. Vor rund zwanzig Jahren wurde dieses Finanzführungsinstrument notgedrungen eingeführt. Der Erfolg ist eindrucklich, konnte doch in den vergangenen Jahren die Nettoverschuldung des Bundes um rund 30 Milliarden Franken reduziert werden. Unser Land konnte damit die Corona-, die Energie- und nun die Ukraine-Krise finanzieren. Falls in einem Einzelbereich, wie bei der Finanzierung der Verteidigung, eine Ausnahme gezimmert würde, würden weitere Angriffe folgen. Die viel zitierte Büchse der Pandora wäre damit geöffnet und – das sage ich auch als Mitglied des Parlamentes – das einzig funktionierende Selbstdisziplinierungsinstrument der Politik vernichtet.

3. Keine neuen Steuern und Abgaben: Ich hatte bereits erwähnt, dass wir ein Ausgaben- und nicht ein Einnahmenproblem haben. Die FDP-Fraktion wird sich gegen eine Erhöhung der Bundessteuer oder der Mehrwertsteuer wehren. Wir sehen jedoch die Problemstellung für die Ausfinanzierung der AHV-Renten, im Speziellen der 13. AHV-Rente. Um eine Erhöhung werden wir da kaum herumkommen. Wenn es schon sein muss, sehen wir für die Finanzierung dieser Ausgaben eine Erhöhung der Mehrwertsteuer. Wenn schon, sollen alle Einwohner einen Beitrag leisten. Als mögliche Einnahmequelle sehen wir den Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer, über den diskutiert werden könnte. Das Gesetz böte dort Spielraum, und das schleichende Ausgabenwachstum des Bundes könnte so zulasten der Kantone gegenfinanziert werden.

4. Die Sicherheitslage hat sich drastisch verändert. Die Armee muss ihren Auftrag erfüllen können – ja, die Prioritäten haben sich verschoben. Ein Bundesbudget muss den veränderten Ansprüchen gerecht werden. Deshalb unterstützt die FDP-Fraktion die Reduktion im Bereich der internationalen Zusammenarbeit. Die Friedensrente konnte in den vergangenen Jahren im Ausland eingesetzt werden, nun hat die Schweiz jedoch wieder in erster Priorität die eigenen Aufgaben zu erfüllen.

5. Das Sparpaket des Bundesrates ist ein Schritt in die richtige Richtung. In diesem Voranschlag finden die Sparbeiträge aus dem Bericht Gaillard noch keine Umsetzung. Das strukturelle Defizit ist jedoch da, es beträgt in den kommenden Jahren gegen 3 Milliarden Franken jährlich. Die Vernehmlassung wird vermutlich Anfang Jahr gestartet. Eine Bewertung erlaube ich mir heute schon: Wir werden wesentliche Schritte nur vollziehen können, wenn die Opfersymmetrie hoch sein wird. Es wird in gewissen Bereichen weh tun, aber nur so wird man bereit sein, das bisherige Denken anzupassen. Auch zu beachten ist, dass Sparbeiträge nur einmal vollzogen und nur einmal angerechnet werden können.

6. Beim Bundespersonal besteht beachtliches Sparpotenzial: Die Personalkosten sind hoch und steigen stetig weiter. Auch gibt es Studien, welche bestätigen, dass die Anstellungskonditionen des Bundes sehr gut ausgestaltet sind. Was fehlt, sind Synergiewirkungen, Synergiegewinne und neue Arbeitsmethoden. Von aussen betrachtet hat man das Gefühl, dass für alle neuen Aufgaben zusätzliche Stellen geschaffen werden; ich denke da an die x neu geschaffenen Stellen im Bereich der Kommunikation. Bisherige Tätigkeiten bleiben, eine Überprüfung der Tätigkeit und von deren Ausgestaltung spüren wir viel zu wenig.

Insgesamt kann man dem Bundesrat für die Budgetgestaltung ein gutes Zeugnis ausstellen, denn er hat dank Korrekturmassnahmen von rund 2 Milliarden Franken ein Budget verabschiedet, welches die Schuldenbremse erfüllt. Wie schon geschildert, kann er jedoch die parlamentarische Vorgabe der Erhöhung des Armeebudgets nicht erfüllen. Der Antrag der Finanzkommission verbessert diese Position um 530 Millionen Franken. Dies ist nur machbar, wenn wir Kompensationskorrekturen beschliessen und im Ausbau der Ausgaben diszipliniert bleiben. Die FDP-Fraktion wird den notwendigen Beitrag leisten und die Mehrheit der Finanzkommission in den meisten Punkten unterstützen.

Nur ein Staat, der über stabile finanzielle Grundlagen verfügt, kann verlässlich sein. Dieses Gut dient schlussendlich allen, der Wirtschaft und unseren Bürgern.

Besten Dank, wenn Sie das Budget unterstützen.

Wermuth Cédric (S, AG): Ce budget est le reflet de la politique financière que la majorité de ce conseil mène depuis les dernières élections. Elle peut se résumer en trois éléments clés. Premièrement, il s'agit d'une politique qui place systématiquement les intérêts des grands lobbies avant ceux de la population. Deuxièmement,



il s'agit d'un changement fondamental de l'orientation de la politique de sécurité de notre pays, sans, voire même contre, la volonté populaire. Troisièmement, il s'agit aussi et surtout d'une politique financière tout sauf sérieuse.

Nous vivons certes une période de crises multiples. Ces crises nécessitent une action décisive de l'Etat et des investissements, notamment dans la sécurité sociale, le pouvoir d'achat, l'égalité et la lutte contre le dérèglement climatique. Cette prise de conscience est acquise depuis longtemps par notre population, mais apparemment un peu moins par la Berne fédérale. En réalité, nous faisons face à une attaque frontale contre les acquis sociaux. Les débats sur les investissements urgents au profit des crèches, de la construction de logements ou pour des prix abordables relatifs à l'assurance-maladie durent toujours une éternité. Pendant ce temps, les privilèges et autres cadeaux aux lobbies, aux grandes industries, aux assurances ou aux propriétaires immobiliers ne semblent jamais être débattus assez vite.

Ce premier budget de la législature est le témoin éclatant de cette erreur de définition des priorités, qui ne tient pas compte des besoins de la population. Avec ce budget, la majorité de ce Parlement, ou en tout cas du Conseil national poursuit une politique de sécurité à court terme dangereuse et, dans les faits, antidémocratique. Le monde est menacé aujourd'hui d'un nouvel éclatement en blocs régionaux. L'influence des forces antidémocratiques, notamment malheureusement au sein des BRIC, augmente sur tous les continents. On ne peut rien faire de plus dangereux – mais vraiment rien de plus dangereux – que de répondre à cela par un retrait des Etats occidentaux de la responsabilité globale, comme vous le prévoyez en vous attaquant à la coopération au développement. D'après vous, sur le plan international, qui comblera ce vide dans le Sud mondial? Je peux vous le dire: ce seront la Russie, la Chine, la Turquie et peut-être même l'Iran. La coopération au développement est la première ligne de défense de la politique de sécurité pour notre pays. En la réduisant, vous mettez en danger notre population et notre pays. Vous le faites contre le mandat clair de notre Constitution et les promesses que ce Parlement a lui-même faites.

Vous avez déjà modifié la doctrine de la politique de défense en achetant des F-35 et en adhérant ainsi de fait à moitié à l'OTAN, et vous voulez faire de même aujourd'hui avec le surarmement prévu de l'armée. Nous savons tous pourquoi vous refusez le débat démocratique sur ce sujet devant la population: si vous consultiez le peuple, vous feriez face à une défaite écrasante.

Ce que la majorité a l'intention de faire aujourd'hui n'est tout simplement pas sérieux du point de vue de la politique financière. Vous vous êtes vous-mêmes placés dans une impasse sur le plan idéologique. D'une part, le prétendu frein à l'endettement est beaucoup trop rigide et, aujourd'hui, économiquement injustifiable. D'autre part, le réarmement de l'armée, qui est précipité et non financé en contrepartie, est à ce jour largement dépourvu de concepts. La majorité a eu deux ans – maintenant presque trois – pour élaborer un simple concept de financement. Pensez-vous que nous en avons aujourd'hui un sous nos yeux? Ce n'est pas du tout le cas. Nous nous trouvons face à un concept complètement bricolé et incohérent. Nous ne savons pas exactement à quoi nous dépenserons cet argent magique. Ce n'est pas ainsi qu'une politique de finances sérieuse devrait fonctionner dans ce pays.

Le groupe socialiste a décidé qu'il y avait quatre lignes rouges à respecter dans ce débat de politique financière, afin de pouvoir approuver le budget 2025 de la

AB 2024 N 2062 / BO 2024 N 2062

Confédération: premièrement, le renoncement à l'augmentation précipitée du budget de l'armée; deuxièmement, l'abandon de la réduction de la coopération au développement; troisièmement, l'abandon des coupes dans le personnel, qui remettraient sérieusement en question le fonctionnement de nombreux services à notre population; quatrièmement, le renoncement aux nouvelles réductions souhaitées par une minorité dans le budget des EPF.

Nous prendrons position en détail sur les différentes propositions dans les différents blocs, mais je vous demanderai de soutenir la logique générale présentée par le groupe socialiste.

Götte Michael (V, SG): Wir haben heute Morgen schon von Leuten gehört, die sterben werden. Wir haben gehört, dass die Russen nicht mit dem Panzer am Rhein stehen werden. Im Grunde genommen – seien wir einmal ehrlich – stehen wir aber vor einer finanzpolitischen Herausforderung, die weder neu noch besonders ist. Ob als Privatperson oder in unseren Unternehmen, immer stellt sich die Frage, wie die zur Verfügung stehenden Mittel einzusetzen sind. Vordergründig geht es dabei um die Effizienz. Wie kann man die Aufgaben richtig erledigen? Welche Möglichkeiten gibt es, die angestrebten Ziele mit weniger Mitteln zu erreichen? Wir suchen Alternativen und wählen preisgünstigere Angebote. Unternehmen, die rote Zahlen schreiben, verzichten auf einen Neubau und begnügen sich stattdessen mit Renovationen. Auf die Qualität der angebotenen



Produkte und Dienstleistungen hat dies keinen Einfluss. Familien machen vielleicht Ferien in einem Dreisterne- statt in einem Viersternehotel, die Schweizer Berge sind deswegen nicht weniger atemberaubend.

Im Sinne dieser Ausführungen eröffne ich im Namen der SVP-Fraktion mein Votum zum Voranschlag 2025 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2026–2028 und lege den Fokus im Folgenden auf die Departemente EDA, EFD und WBF.

In den einleitend erwähnten Diskussionen wird gerne übersehen, dass die Frage der Effizienz nur die eine Seite der Medaille ist. Die Frage der Effektivität ist mit Blick auf die Zukunft wohl noch wichtiger. Es geht nicht nur darum, ob wir die Dinge richtig tun, entscheidend ist vielmehr, ob wir die richtigen Dinge tun. Sparen bietet unter diesem Blickwinkel die Chance, Bestehendes und vor allem Gewohntes infrage zu stellen und sich neu zu erfinden.

Dieser Herausforderung müssen wir uns ganz besonders im Eigenbereich des Bundes stellen. Hier gilt es einerseits die fragwürdige Tatsache zu thematisieren, dass Bundesangestellte gemäss Statistik deutlich mehr verdienen als ähnliche Angestellte in der Privatwirtschaft. Andererseits, und dies ist aus meiner Sicht noch entscheidender, stellt sich vor allem die Frage der Effektivität. Zu diesem Spannungsfeld gehört die Entflechtung der Aufgaben von Bund und Kantonen. Wir müssen uns fragen, welche Aufgaben der Bund übernehmen muss und welche Aufgaben in die politische und finanzielle Verantwortung der Kantone gehören. Das strukturelle Defizit des Bundes gibt den notwendigen Steilpass, um den Föderalismus als ein entscheidendes Element des Erfolgsmodells Schweiz zu stärken.

Vergleichbares gilt für die Selbstverständlichkeit, mit der wir als Parlamentarier bei jeder gesellschaftlichen Herausforderung nach einer staatlichen Lösung rufen. Auch hier sehe ich Chancen, nicht Risiken. Eigenverantwortung und nicht staatliche Verwaltung hat die Schweiz gross gemacht. In dieses Kapitel gehören auch die überbordenden externen Beratungen. Ich begrüsse es daher sehr, hat die Finanzkommission den Mut, bei den Personalausgaben und den externen Dienstleistungen erste Schritte in die richtige Richtung vorzunehmen.

Im Bereich der internationalen Zusammenarbeit werden ebenfalls Kürzungen beantragt. Auch in diesem Zusammenhang braucht es eine kritische Überprüfung aller bisherigen Ausgaben durch die zuständigen Behörden. Welche Massnahmen tragen dazu bei, die Welt besser zu machen? Welche Kredite der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit haben mehr mit Besitzstandswahrung und Einzelinteressen zu tun? Sparmassnahmen zwingen uns dazu, eine kritische Sicht zu haben. Dieser Prozess ist umso wichtiger, als bei der internationalen Zusammenarbeit irgendwo am Ende der Welt Steuergelder eingesetzt werden, deren Wirkung sich der politischen Diskussion in der Schweiz entzieht. In der Schweiz kann jede Bürgerin und jeder Bürger beurteilen, ob die Politik das Geld in ihrem respektive in seinem Sinne ausgibt; in fernen Ländern entscheiden hingegen allein die Behörden und die von der Verwaltung beauftragten Experten. Es ist deshalb richtig und wichtig, werden diese Ausgaben regelmässig auf den Prüfstand gestellt.

Seit vielen Jahren nehmen die Ausgaben für Bildung überdurchschnittlich zu, ganz besonders im Hochschulbereich. Wir sind uns einig, dass die Bildung die wichtigste Ressource der Schweiz ist, aber auch bei der Bildung müssen wir uns von der einfachen Gleichung verabschieden, dass mehr Geld automatisch mehr Leistung bedeutet. Unsere Hochschulen und insbesondere die beiden ETH sind weltweit führend. Ich bin sicher, dass es uns bei so viel akademischer Kompetenz gelingen wird, knapper werdende Mittel im Sinne von mehr Effektivität richtig einzusetzen.

Zusammenfassend: Es ist mir ein Anliegen, festzuhalten, dass wir in der bevorstehenden Spardiskussion eine Chance für eine bessere Schweiz sehen. Nur ein schlanker Staat ist ein gesunder Staat. Bekanntlich ist der erste Schritt der schwierigste. An uns liegt es, dafür zu sorgen, dass dieser erste Sparschritt mehr ist als ein zögerliches Stolpern. Deshalb begrüsst die SVP-Fraktion die allermeisten Entscheide der Finanzkommission des Nationalrates und empfiehlt Ihnen, diesen zu folgen. In Bereichen, in welchen das Prinzip der Effizienz noch zu wenig zum Tragen kommt, werden wir uns mit entsprechenden Minderheitsanträgen separat zur Sache äussern.

Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und Ihre Unterstützung in den bevorstehenden Abstimmungen.

Gysi Barbara (S, SG): Herr Götte, einmal mehr behaupten Sie, dass man beim Bund mehr verdiene als in der Privatwirtschaft. Haben Sie die Studie von Pricewaterhouse Coopers nicht gelesen, die der Bundesrat durchführen liess und die aufzeigt, dass die Löhne beim Bund nicht höher sind?

Götte Michael (V, SG): Wir haben das sehr genau gelesen. Es ist in einzelnen Bereichen richtig, es gibt aber auch sehr viele Bereiche, wo es nicht stimmt. Es ist immer die Frage, welche Bereiche dieser Studie man genau betrachtet. Wir haben das in der Subkommission und in der Gesamtkommission im Detail angeschaut. Aus diesem Grund kann ich nach wie vor hinter der pauschalen Aussage stehen, dass die Staatsmitarbeitenden



im Durchschnitt mehr verdienen als die Mitarbeitenden mit der gleichen Funktion in der Privatwirtschaft.

Andrey Gerhard (G, FR): Le projet de budget tel qu'il nous est présenté aujourd'hui est marqué par une pensée à court terme et un manque de perspective sur le long terme. La tactique de la majorité bourgeoise de la Commission des finances visait à respecter à toute force le frein à l'endettement en procédant à des coupes massives et à des caprices comptables, tout en poussant à une nouvelle augmentation massive et précipitée des dépenses d'armement. Si nous n'intervenons pas en plénière et dans le cadre de l'élimination des divergences avec le Conseil des Etats, cela aura des conséquences massives dans de nombreux domaines des tâches publiques, par exemple, des coupes transversales indifférenciées dans l'ensemble de l'administration, mais aussi, ce qui est particulièrement choquant, des coupes massives dans la coopération internationale. Tout cela sans avoir mené une discussion matérielle sérieuse sur ce que ces changements signifieraient pour notre pays dans un contexte global.

Disséquons le noyau dur de tout le projet: les dépenses militaires. Une nouvelle augmentation supplémentaire du budget militaire de 660 millions de francs en 2025, c'est-à-dire le réarmement à hauteur d'un pour cent du PIB à l'horizon 2030, a été présentée ces derniers mois comme absolument indispensable. Et ce, après que le Parlement et le Conseil fédéral ont trouvé avec difficulté un compromis dans le budget 2023

AB 2024 N 2063 / BO 2024 N 2063

et sa planification pour laisser les dépenses de l'armée augmenter de manière certes forte, mais un peu plus digeste, afin d'atteindre ce fameux objectif d'un pour cent du PIB en 2035.

Sans parler du fait que l'indicateur du PIB pour l'armée de milice suisse ne peut être utilisé pour effectuer une comparaison avec d'autres armées, il s'agissait déjà d'une augmentation énorme qui nécessitait des coupes très douloureuses dans d'autres domaines. Cette augmentation intervient dans une phase de réarmement global qui fait grimper les prix du matériel de guerre et exige de garder la tête froide en matière d'acquisitions. La rapidité avec laquelle ces 660 millions de francs, apparemment irrévocables, ont été réduits de 130 millions en quelques minutes seulement, une fois de plus sans débat fondé, montre à quel point ce processus n'a pas été systématique et a été peu réfléchi. Il manque manifestement une stratégie claire quant à l'utilisation concrète de ces fonds.

Il est regrettable qu'autant d'énergie politique ait été gaspillée ces derniers mois pour ce va-et-vient. Nous devrions de toute urgence négocier beaucoup plus intensément pour une politique de sécurité globale, dans ce contexte en particulier, en faveur de la coopération internationale. Celle-ci repose sur la tradition de la neutralité, l'orientation vers le droit international et la promotion de la paix globale. Pour un petit pays neutre comme la Suisse, ces éléments sont justement cruciaux pour la sécurité. Une politique de paix globale est la meilleure politique de sécurité; la négliger n'est pas responsable.

Venons-en aux coupes transversales. Celles qui concernent surtout le personnel et les services externes sont également l'expression d'une compréhension purement mécanique du processus budgétaire. Au lieu de prendre des décisions ciblées, on procède à des coupes globales sans s'intéresser aux conséquences. Ces coupes montrent qu'il n'y a pas de volonté politique d'assumer la responsabilité de telles décisions. Quiconque veut faire des coupes doit indiquer clairement où et pourquoi, et faire face aux conséquences. Le budget présenté ne répond ni aux exigences de stabilité à long terme ni à celles d'une planification responsable; il repose sur des décisions à courte vue.

Notre groupe rejette ce budget dans sa forme actuelle. Nous sommes néanmoins prêts à travailler à une solution qui respecte les principes de concordance, de durabilité et de clairvoyance. Peut-être parviendrons-nous à apporter une correction ou une autre lors des négociations.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Sehr verehrte Frau Nationalratspräsidentin, noch einmal herzliche Gratulation zu Ihrer Wahl und von Herzen alles Gute in Ihrem Präsidialjahr.

Nun kommen wir aber sozusagen zum "beef" der diesjährigen Session, zum Budget und zur Finanzplanung. Ich möchte es nicht unterlassen, auch der Finanzkommission und den Subkommissionen, die das Budget vorbereitet haben, herzlich für die gute Zusammenarbeit zu danken. Gerne möchte ich im Folgenden kurz die Eckwerte des Budgets 2025 rekapitulieren und danach einen Ausblick geben.

Ich habe mit Genugtuung zur Kenntnis genommen, dass beide Finanzkommissionen, also jene Ihres Rates sowie auch diejenige des Ständerates, einen Voranschlagsentwurf vorlegen, der schuldenbremsenkonform ist. Aber auch der Bundesrat legt einen schuldenbremsenkonformen Voranschlagsentwurf vor. Die Akzente sind etwas anders gesetzt, ich komme noch darauf zurück. Der Bundesrat budgetiert für 2025 ein Finanzierungsdefizit von rund 760 Millionen Franken, dies unter Einschluss der Nachmeldung für den Hochwasserschutz.



Das Defizit ist auf den ausserordentlichen und den ordentlichen Haushalt zurückzuführen.

Im ausserordentlichen Haushalt sind für die Schutzsuchenden aus der Ukraine insgesamt Ausgaben von 1,25 Milliarden Franken budgetiert. Der Bundesrat wird schrittweise aus der bisherigen Ausserordentlichkeit aussteigen, weil die Ausnahmebestimmung der Schuldenbremse nur temporär in Anspruch genommen werden darf. Für 2025 werden darum 550 Millionen erstmals als ordentliche Ausgaben und 700 Millionen weiterhin als ausserordentliche Ausgaben budgetiert. Bis voraussichtlich 2027 sollen die Ausgaben für den Status S dann vollständig über den ordentlichen Haushalt finanziert werden. Das Defizit im ausserordentlichen Haushalt beträgt damit rund 330 Millionen. Im ordentlichen Haushalt budgetiert der Bundesrat ein Defizit von fast 430 Millionen. Die Schuldenbremse lässt aus konjunkturellen Gründen ein ordentliches Finanzierungsdefizit von maximal 512 Millionen zu. Die Schuldenbremse wird damit eingehalten, und im Budgetentwurf des Bundesrates verbleibt ein Handlungsspielraum von 86 Millionen.

Zur Einhaltung der Schuldenbremse musste der Bundesrat aber, wie bereits im Vorjahr, umfangreiche Bereinigungsmassnahmen in der Grössenordnung von total 2,1 Milliarden Franken umsetzen. Der Grund dafür sind, wie Sie wissen, nicht sinkende Einnahmen, sondern steigende und überproportional wachsende Ausgaben, die nicht gegenfinanziert sind. Zu den Bereinigungsmassnahmen gehört auch eine lineare Kürzung von 1,4 Prozent bei den schwach gebundenen Ausgaben. Bereits im Vorjahr wurden diese Ausgaben um 2 Prozent gekürzt. Ausgenommen war jeweils die Armee, weil der Bundesrat und das Parlament eine sukzessive Aufstockung der Rüstungs- und Armeeausgaben auf 1 Prozent des Bruttoinlandproduktes beschlossen haben.

Ich bin damit beim zentralen Punkt der diesjährigen Budgetdebatte: der Frage, wie rasch die Armeeausgaben auf 1 Prozent des Bruttoinlandproduktes erhöht werden sollen und wie dies finanziert werden kann. Der Bundesrat legt Ihnen einen Budgetentwurf vor, mit dem die Rüstungsausgaben gegenüber dem Vorjahr um 180 Millionen Franken erhöht werden. Er hat mehrfach bestätigt, dass aus seiner Sicht ein Wachstum auf 1 Prozent des BIP bis 2035 nötig und sinnvoll ist. Ihre Finanzkommission will diese Rüstungsausgaben nun aber um mehr als 500 Millionen zusätzlich erhöhen, um 1 Prozent des BIP bereits 2030 zu erreichen. In den Folgejahren sollen sie dann noch stärker anwachsen.

Bleiben wir aber beim Voranschlag 2025 – das ist ja schon Herausforderung genug. Um die Vorgabe der Schuldenbremse einzuhalten, nimmt Ihre Finanzkommission zugunsten der Armee bei anderen Ausgaben des Bundes umfangreiche Kürzungen vor. Diese sind für die betroffenen Bereiche schmerzhaft, weil, wie ich bereits erwähnt habe, die schwach gebundenen Ausgaben schon zuvor, also im letzten Jahr, gekürzt wurden und auch dieses Jahr wieder bei der Bereinigung des Budgets gekürzt werden.

Ihre Finanzkommission will unter anderem bei der internationalen Zusammenarbeit um total 250 Millionen und bei den Eigenausgaben des Bundes um 125 Millionen Franken kürzen. Die Kürzung bei der Entwicklungszusammenarbeit ist problematisch, es geht hier um insgesamt 250 Millionen Franken oder 16 Prozent der budgetierten Ausgaben. Eine so hohe Kürzung ist kaum möglich, ohne dass Projekte abgebrochen werden. Deshalb hat der Vorsteher des EDA darauf hingewiesen, dass das für die Schweiz auch zu Reputationsschäden führen kann.

Beim Eigenaufwand des Bundes geht es um Kürzungen bei den Personalausgaben, beim Aufwand für Beratung und externe Dienstleistungen und beim Sach- und Betriebsaufwand. Auch der Bundesrat plant hier, wie Sie wissen, über die nächsten Jahre weitere Einsparungen. Es ist aber immer eine Güterabwägung vorzunehmen. Sie wissen, dass auch wir beim Personal sparen wollen. Der Bundesrat möchte mit dem Entlastungspaket 2027 im Eigenbereich 300 Millionen Franken einsparen, wovon 180 Millionen beim Personal, aber beginnend ab 2026. Diese Einsparungen sind durchaus höher als jene, die Sie vorschlagen, betreffen aber eben die Jahre 2026 und 2027, da wir sie auch mit den Sozialpartnern entsprechend vorbereiten möchten. Sollten Sie Ihre Kürzung beschliessen – das möchte ich hier schon deponieren –, sind wir der Meinung, dass diese beim Entlastungspaket 2027 angerechnet werden sollte.

Ich komme damit zum Ausblick. Wenn Sie bei den von Ihrer Kommission vorgeschlagenen Kürzungen bleiben, ist die Erhöhung der Mehrausgaben im Voranschlag 2025 grundsätzlich umsetzbar und auch finanziert. In den Finanzplanjahren verschärfen sich aber die Finanzierungsprobleme. Bedenken Sie, dass Ihre Finanzkommission die Aufstockung der Rüstungsausgaben in den Jahren 2026 bis 2028 beschleunigen

AB 2024 N 2064 / BO 2024 N 2064

will, damit eben bereits 2030 die Quote von 1 Prozent des BIP erreicht wird. Was heisst das konkret? Das heisst: 2026 noch einmal plus 840 Millionen, 1,185 Milliarden im Jahr 2027 und dann 1,4 Milliarden Franken im Jahr 2028, und das in einem Finanzplan, der auch ohne diese zusätzlichen Ausgaben ab 2027 Defizite in Milliardenhöhe schreibt.

Ich möchte darum in Erinnerung rufen, dass bereits das Wachstum der Armeeausgaben auf 1 Prozent des



BIP im Jahr 2035, wie es der Bundesrat vorschlägt, zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht finanziert ist. Das ist übrigens einer der Gründe, warum wir diese Aufgaben- und Subventionsüberprüfung eingeleitet haben. Es gibt zwei Wachstumstreiber: einerseits die AHV aus demografischen Gründen sowie die Finanzierung der 13. AHV-Rente, andererseits die Armeeausgaben. Der Bundesrat hat ja diese Aufgabenüberprüfung eingeleitet, um das strukturelle Defizit zu bereinigen, aber auch, um wieder Handlungsspielraum zu gewinnen, damit Sie und der Bundesrat Schwerpunkte setzen können.

Man muss sich hier einfach bewusst sein, dass dieser Handlungsspielraum mit der Erhöhung des Wachstums bei den Armeeausgaben über die Finanzplanjahre, wie Sie das vorsehen, komplett aufgebraucht ist; das ist sogar mehr als kompensiert. Selbst wenn das Entlastungspaket vollständig umgesetzt würde, wäre das noch nicht alles finanziert.

Ich möchte Ihnen noch zu bedenken geben, dass der Bundeshaushalt mit weiteren Belastungen rechnen muss. Ich habe bereits auf die AHV-Finanzierung, die Finanzierung der 13. AHV-Rente hingewiesen. Sie haben gesehen, dass der Bundesrat Ihnen vorschlägt, den Bundesanteil an die AHV leicht abzusenken. Wenn ich richtig informiert bin, wird das heute im Ständerat beraten. Sollte das Parlament das ablehnen, sollte der Betrag nicht reduziert werden, wonach es im Moment überhaupt nicht aussieht, ergibt sich eine Mehrbelastung allein in Bezug auf die 13. AHV-Rente von 900 Millionen Franken im Budget 2026.

Aus dem Europadossier dürften sich mittelfristig auch weitere Belastungen ergeben, das kommt jetzt etwas auf den Abschluss an. Ich spreche Horizon oder auch den Kohäsionsfonds an. Hier – wir haben das auch in den Finanzkommissionen so dargelegt – sprechen wir von etwa 1,5 Milliarden Franken. Dann sind mittelfristig auch noch gewisse Steuerreformen zu finanzieren, die derzeit in den Räten hängig sind; ich denke an den Eigenmietwert oder auch an die Individualbesteuerung.

Solange also der Haushalt nicht bereinigt ist – dessen muss man sich schon bewusst sein –, kann man auch der Armee keine Planungssicherheit geben. Solange wir nicht wirklich wissen, wie wir das auch in den Folgejahren finanzieren wollen, wird es schwierig. Und wenn die Finanzierung eben nicht mehr über Kompensation möglich ist, müssen Sie letztlich vielleicht auch über Mehreinnahmen diskutieren, so wie es die Motion Würth vorschlägt.

Es wurde in den Voten auch zu Recht gesagt, dass das Armeebudget, so wie es die Eidgenossenschaft vorstellt, natürlich kein vollständiges Bild abgibt. Es wird noch etwa eine Milliarde Franken über Kantone und Gemeinden finanziert, und dann gibt es die Ausgaben für die Erwerbsersatzzahlungen und die privaten Lohnzahlungen; das müsste man fairerweise auch einrechnen.

Ich komme zum weiteren Vorgehen. Wie Sie wissen, wird der Bundesrat Ende Januar die Vernehmlassung zum Entlastungspaket eröffnen, das sich mit etwas anderen Akzenten und Entscheiden im Wesentlichen auf diese Aufgaben- und Subventionsüberprüfung stützt. Mitte Februar wird der Bundesrat zudem eine finanzpolitische Standortbestimmung vornehmen. Zu diesem Zeitpunkt wird der Bundesrat auch Vorentscheide treffen, damit die Schuldenbremse im Voranschlag 2026 eingehalten werden kann.

Ich schliesse mit nochmaligem Dank für Ihre Vorbereitungs- und die Zusammenarbeit und bitte Sie, dem Voranschlag 2025 und dem Nachtrag II zum Voranschlag 2024 gemäss den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu